

Jalon 15

Un programme de **repas sains et durables** est mis en œuvre dans le **milieu institutionnel** et offre des options **variées**

Des collations et des repas nutritifs sont offerts gratuitement, peu importe la situation socio-économique des bénéficiaires, et l'offre tient compte de la diversité des types d'alimentation.

Pourquoi ce jalon?

- L'alimentation a un impact majeur sur le développement de l'enfant et est un déterminant important de la santé pour les personnes de tout âge. Servir des repas nutritifs, durables et variés dans les établissements scolaires et dans le réseau de la santé est cohérent avec la mission de ces institutions.
- Les enfants ne naissent pas tous égaux, mais le fait d'offrir à toutes et à tous, sans égard à leur situation, un accès à de la nourriture saine dans leur milieu scolaire permet de réduire les inégalités sociales liées à l'alimentation. Cela permet également de favoriser la réussite éducative en mettant la table à de bonnes conditions d'apprentissage et en incitant la présence à l'école. Le Canada est d'ailleurs le seul pays du G7 à ne pas avoir de programme universel de repas scolaire (Coalition pour une saine alimentation, 2019). Au Québec, il existe des programmes pour subventionner des repas et des collations dans les écoles, mais leur fonctionnement et leur répartition sont inégaux.
- La qualité et la variété des repas dans les différents établissements de la santé font régulièrement l'objet de critiques. L'alimentation étant un levier de prévention et de maintien de la santé, l'offre alimentaire dans le réseau de la santé et des services sociaux devrait être perçue comme faisant partie du traitement, favorisant ainsi le bien-être et le rétablissement des patients et des patientes.
- Le milieu institutionnel est une partie prenante importante du système alimentaire du fait de sa grande capacité d'approvisionnement. Il peut ainsi participer au renforcement des circuits de proximité par le développement de partenariats et l'achat auprès des petites entreprises, mais aussi stimuler la demande pour des aliments issus de pratiques agroécologiques (voir jalon 29).

Niveau d'avancement



Qui doit être mobilisé?



Gouvernements : provincial, incluant la Direction de la santé publique



Société civile



Organismes de financement : fonds publics et privés



Personnes et organisations consommatrices : le milieu institutionnel

Comment pourrait-on s'y rendre?

- **Accroître la mobilisation pour déployer un programme** de repas sains et durables pour les institutions scolaires et de santé. Au niveau fédéral, la Coalition pour une saine alimentation scolaire demande depuis plusieurs années au gouvernement d'investir pour un tel programme dans les écoles.
- **Mettre en valeur les initiatives existantes** de repas sains et abordables et démontrer les bénéfices de ces initiatives auprès du public et du gouvernement.
- **Mettre en place un programme québécois** de repas sains et durables dans le milieu institutionnel, en s'inspirant :
 - des meilleures pratiques d'ici, dont les programmes pour offrir des déjeuners, des collations ou des dîners sains dans les écoles. Par exemple, la Cantine pour tous déploie avec ses membres des repas sains subventionnés, tout en évitant la stigmatisation des enfants plus démunis.
 - des meilleures pratiques d'ailleurs. La République de Corée, par exemple, ne se contente pas d'offrir des repas sains dans tous ses établissements scolaires, mais incite également les élèves à développer de saines habitudes alimentaires (Parent et Collette, 2021). Le programme de repas sains québécois pourrait effectivement s'arrimer avec celui d'éducation alimentaire dans les écoles (voir jalon 6).
- **Assurer un financement adéquat.** À court terme, l'implantation d'un tel programme pourrait paraître très dispendieuse, mais les retombées à moyen et long terme sur la santé, l'économie et l'environnement seront nombreuses.
- **Offrir de l'accompagnement et faire un suivi** des institutions pour le déploiement du programme, afin de s'assurer qu'ils puissent véritablement répondre à ses objectifs.
- **Soutenir les initiatives pouvant faciliter le déploiement d'un tel programme**, comme la communauté de pratique d'approvisionnement institutionnel durable mise sur pied par Équiterre. L'expérience des centres hospitaliers comme le CHU Ste-Justine et d'autres institutions (écoles, CPE, etc.) est mise à profit pour inspirer et faciliter la mise en place de nouvelles démarches d'approvisionnement durables.

Qu'est-ce qui peut faciliter ce changement?

- **L'engagement du gouvernement fédéral** en 2021 à élaborer une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles et à travailler à l'élaboration d'un programme national de repas nutritifs dans les écoles, en collaboration avec les provinces. Depuis, cinq agences de l'ONU se sont regroupées pour lancer la Coalition mondiale pour les repas scolaires, ajoutant ainsi de la pression sur le gouvernement fédéral.
- **L'intérêt pour l'autonomie alimentaire**, qui a pris de l'ampleur depuis les problèmes d'approvisionnement vécus durant la pandémie. Une Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois a été mise en place en 2020 par le gouvernement provincial, et plusieurs autres initiatives visant à développer le réseau d'acteurs facilitant un meilleur approvisionnement local et durable ont vu le jour (Fraîcheur Québec, De la ferme à la cafétéria Canada, Nourrir la santé de la Fondation McConnell, etc.).
- **Une expertise développée par de nombreuses organisations engagées** sur le sujet au Québec : la Cantine pour tous, le Club des petits déjeuners, la Coalition Poids, l'Observatoire de la qualité de l'offre alimentaire, Équiterre, la Fondation du Grand Montréal, etc.

- **Il existe déjà des plans favorisant la saine alimentation** dans les établissements scolaires et de santé au Québec : le cadre de référence pour l'élaboration de politiques alimentaires adaptées dans les établissements du réseau de la santé (2009) et la politique-cadre pour une saine alimentation et un mode de vie physiquement actif dans les écoles (2007).

Qu'est-ce qui peut freiner sa mise en œuvre ?

- **Le sous-financement chronique des écoles et du réseau de la santé** pourrait entraver la mise sur pied d'un tel programme. Ces institutions manquent déjà de ressources, et l'offre de repas sains, durables et variés pourrait pâtir si le programme alourdit leur gestion et que le financement n'est pas conséquent.
- **Des infrastructures non adaptées.** Par exemple, certaines écoles peuvent manquer d'espace pour assurer le service de repas chauds ou encore d'aires de repas conviviales pour prendre le temps de bien manger.
- **L'influence de l'industrie bioalimentaire.** Il est probable que des associations ou des entreprises bioalimentaires souhaitent financer en partie le programme ou sa mise en œuvre dans des établissements. Sans cadre bien défini concernant les limites de leur participation, leurs intérêts pourraient amoindrir les bénéfices attendus de ce programme, par exemple par l'inclusion de boissons sucrées au menu.

Qu'est-ce qu'il reste à éclaircir ?

- À quoi devrait correspondre une offre alimentaire saine et durable, culturellement inclusive et sans stigmatisation pour le Québec ? Quels seraient les critères à respecter ?
- Quelle doit être la portée de ce programme ? Doit-on inclure toutes les institutions publiques, incluant les centres de détention ? Comment intégrer les institutions privées, par exemple certaines écoles et résidences, dans ce programme ? Une portée plus large permettrait une plus grande justice sociale, cependant il est possible qu'elle ait moins d'acceptabilité sociale.

Ressources

[Coalition pour une saine alimentation \(2019\). L'alimentation scolaire dans les pays du G7](#)

[Parent, G. et Collette, L. \(2021\). Transforming agri-food systems, legislative interventions for improved nutrition and sustainability](#)

[Ruby, F. \(2017\). Repas scolaires universels : le Canada devrait s'inspirer des autres pays du G7](#)

[Perrault, J. \(2022\). Un programme alimentaire national pour le bien-être des enfants. Radio-Canada](#)

[Reynolds, J. et al. \(2019\). Nourrir l'avenir de l'alimentation dans les soins de santé, recensement des politiques au Canada en 2018](#)

[Murphy, T. \(2017\). The Role of Food in Hospitals](#)

[Hunter, B. et al. \(2021\). Nourrir la santé : transformer la nourriture dans le secteur des soins de santé en utilisant des innovations de systèmes](#)